



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/24  
7 novembre 2013

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixante-et-onzième réunion  
Montréal, 2 – 6 décembre 2013

**COÛTS DE BASE DU PNUD, DE L'ONUDI ET DE LA BANQUE MONDIALE  
POUR 2014**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

## Historique

1. Le présent document traite des coûts de base demandés et des fonds requis pour les coûts d'administration<sup>1</sup> du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale, présente une évaluation de la mesure dans laquelle les ressources disponibles pour les coûts totaux d'administration de 2013 pourraient couvrir les coûts prévus pour 2014, et conclut avec des recommandations du Secrétariat du Fonds.

2. Conformément à la décision 67/15 b), le Comité exécutif a approuvé les demandes de financement de base pour 2013: 1 998 453 \$US pour le PNUD, 1 998 453 \$US pour l'ONUDI, et 1 725 000 \$US pour la Banque mondiale (décision 68/19 b)).

3. Les agences d'exécution ont fourni les coûts de base et les coûts administratifs réels pour 2012, les coûts estimatifs pour 2013, et les budgets proposés pour 2014, ainsi que les autres renseignements requis en vertu de la décision 56/41.

## PNUD

4. Le Tableau 1 présente le budget de base et d'autres renseignements sur les coûts d'administration fournis par le PNUD.

Tableau 1

### DONNÉES SUR LE BUDGET DE BASE ET LES AUTRES COÛTS D'ADMINISTRATION POUR LES ANNÉES 2009-2014 POUR LE PNUD (\$US)

Postes de coûts	2009		2010		2011		2012		2013		2014
	Budget (\$US)	Réel (\$US)	Budget (\$US)	Estimatifs (\$US)	Proposés (\$US)						
Personnel de base et employés contractuels	1 420 994	1 490 937	1 947 108	1 756 568	1 884 735	1 912 090	2 066 543	2 171 918	2 231 536	2 237 075	2 304 187
Déplacements	257 863	265 119	273 751	283 323	292 293	276 818	312 364	261 674	305 192	274 758	288 495
Bureaux (location et coûts généraux)	100 000	89 096	100 000	86 059	100 000	103 991	109 191	104 805	114 650	110 045	115 548
Équipements, fournitures et	30 000	15 541	30 000	23 176	30 000	28 285	30 000	25 052	30 000	30 000	30 000

<sup>1</sup> Les coûts d'administration versés au PNUD, à l'ONUDI et à la Banque mondiale ont été modifiés en novembre 1998 (décision 26/41), passant d'un taux forfaitaire de 13 % applicable à tous les projets à une échelle graduée. Les coûts ont été changés de nouveau en décembre 2002, passant à une échelle réduite incluant une subvention de base de 1,5 millions \$US par agence (décision 38/68). Depuis la 46<sup>e</sup> réunion, ce montant a augmenté annuellement pour la plupart des agences. La décision 41/94 d) chargeait le Secrétariat de faire un examen annuel du régime des coûts administratifs actuel. La décision 56/41 étendait la portée de la décision 38/68 et son régime de coûts administratifs pour l'appliquer au triennat 2009-2011. À sa 67<sup>e</sup> réunion, le Comité a décidé d'appliquer un nouveau régime de coûts administratifs durant la période triennale 2012-2014 pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale, comprenant un financement annuel de base pour lequel une augmentation annuelle allant jusqu'à 0,7 pour cent pourrait faire l'objet d'un examen annuel, et d'appliquer les coûts d'agence suivants sur la base du financement par agence : un coût d'agence de 7 % pour les projets ayant un coût de projet supérieur à 250 000 \$US, ainsi que pour les projets de renforcement des institutions et la préparation de projets ; un coût d'agence de 9 % pour les projets ayant un coût de projet inférieur ou égal à 250 000 \$US; un coût d'agence ne dépassant pas 6,5 %, à déterminer au cas par cas, pour les projets du secteur de la production (décision 67/15(b)).

Postes de coûts	2009		2010		2011		2012		2013		2014
	Budget (\$US)	Réel (\$US)	Budget (\$US)	Estimatifs (\$US)	Proposés (\$US)						
autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)											
Services contractuels (entreprises)	10 000	10 150	10 000	17 520	25 000	0	25 000	0	30 000	30 000	30 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	200 000	375 000	350 000	214 667	250 000	389 935	250 000	258 332	350 000	350 000	350 000
Rajustement*	-161 221	-388 257	-797 494	-467 949	-611 262	-740 353	-808 537	-837 220	-1 062 926	-1 033 425	-
<b>Total des coûts de base</b>	<b>1 857 636</b>	<b>1 857 586</b>	<b>1 913 365</b>	<b>1 913 365</b>	<b>1 970 766</b>	<b>1 970 766</b>	<b>1 984 561</b>	<b>1 984 561</b>	<b>1 998 453</b>	<b>1 998 453</b>	<b>2 012 442</b>
Remboursement des bureaux de pays et des activités nationales	600 000	2 171 980	1 050 000	1 240 298	1 500 000	1 961 063	1 500 000	1 828 279	1 925 000	1 925 000	1 925 000
Coûts d'appui (internes) de l'agence d'exécution	50 000	15 747	50 000	11 496	30 000	27 975	20 000	612	30 000	3 000	5 000
Intermédiaires financiers	200 000	159 372	100 000	0	100 000	67 142	100 000	0	100 000	75 000	75 000
Recouvrement des coûts	200 000	375 000	350 000	214 667	250 000	389 935	250 000	258 332	350 000	350 000	350 000
Rajustement*	161 221	388 257	797 494	467 949	611 262	740 353	808 537	837 220	1 062 926	1 033 425	1 105 788
<b>Total des coûts d'appui administratifs</b>	<b>3 068 857</b>	<b>4 967 941</b>	<b>4 260 859</b>	<b>3 847 775</b>	<b>4 462 029</b>	<b>5 157 233</b>	<b>4 663 098</b>	<b>4 909 004</b>	<b>5 466 379</b>	<b>5 384 878</b>	<b>5 473 230</b>
Coûts de supervision engagés par MPU	50 000	41 050	75 000	45 250	75 000	49 250	75 000	47 028	75 000	50 000	75 000
<b>Total général des coûts d'appui administratifs</b>	<b>3 118 857</b>	<b>5 008 991</b>	<b>4 335 859</b>	<b>3 893 025</b>	<b>4 537 029</b>	<b>5 206 483</b>	<b>4 738 098</b>	<b>4 956 032</b>	<b>5 541 379</b>	<b>5 434 878</b>	<b>5 548 230</b>

\* Les coûts de base dépassent le total partiel autorisé de 1 857 636 \$US en 2009; de 1 913 365 \$US en 2010, de 1 970 766 \$US en 2011, de 1 984 561 \$US en 2012 et de 1 998 453 en 2013. Un poste de rajustement et un rajustement négatif ont donc été introduits afin de parvenir au plafond imposé. Un rajustement positif correspondant est aussi fourni afin d'assurer que le total des coûts engagés pour les coûts d'administration reflète aussi le montant dépassé par l'agence.

### Coûts de base

5. Le PNUD demande pour 2014 un budget de 2 012 442 \$US, pour les coûts de base, malgré une prévision de dépassement de budget de 1 105 788 \$US (indiqué à la rubrique « Rajustement » - Tableau 1 ci-dessus). Le PNUD a habituellement dépassé l'allocation budgétaire destinée à ses coûts de base et les a recouverts dans les coûts d'appui obtenus par la mise en œuvre de projets du Fonds multilatéral. Au cours de ces trois dernières années, le montant du dépassement des coûts est passé de 740 353 \$US en 2011 à 837 220 \$US en 2012 et il est évalué à 1 033 425 \$US en 2013. Comme il est prévu que le niveau du rajustement va augmenter de 7 % et que le PNUD ne subventionne pas les activités du Protocole de Montréal, ces fonds sont obtenus des coûts d'agence réalisés.

6. Le Secrétariat a indiqué que cette situation semble représenter un mouvement de la mise en œuvre à l'administration du programme. Le PNUD a nié la présence d'un tel mouvement parce que le

personnel de base ne s'occupe pas exclusivement de la mise en œuvre ni de l'administration du programme, mais se charge des deux types d'activités. D'ailleurs, le PNUD a indiqué que la partie non essentielle du budget d'administration ne contient pas d'élément personnel.

7. Le poste du personnel représente 74 % du budget de base proposé par le PNUD. Le remboursement des services centraux constitue le deuxième plus important poste budgétaire (11 %), suivi des frais de déplacement (9 %) et de la location des espaces de bureaux (4 %). Il est prévu que les coûts de personnel augmenteront de 3 %, conformément aux pratiques budgétaires normalisées des Nations Unies. Le montant de 2 0128 442 \$US demandé par l'agence pour 2014 représente une augmentation de 0,7 % du budget approuvé en 2013, en conformité avec la décision 67/15 pour la période triennale actuelle.

8. Le budget proposé pour le personnel représente une augmentation de 3,3 % par rapport au budget de 2013 et une augmentation de 3 % par rapport aux coûts estimatifs de 2013. Le PNUD maintiendra en 2014 la même composition que les effectifs de 2013. Le personnel du PNUD affecté au Protocole de Montréal se compose de 9,5 administrateurs et 3,5 membres des services généraux. Ce personnel se consacre à temps plein aux activités relevant du Protocole de Montréal.

9. Le budget proposé pour les déplacements affiche une diminution de 5,5 % par rapport au budget de 2013 et une augmentation de 5 % par rapport aux coûts estimatifs pour 2013. Le Secrétariat a constaté que les coûts de base du PNUD pour les déplacements se situent aux alentours de 300 000 \$US depuis 2012, représentant un des budgets de voyage les plus importants parmi les trois agences d'exécution ayant des unités de base. Il a noté que tous les coûts de déplacement sont inclus dans cette catégorie parce que plusieurs personnels au siège du PNUD et dans les régions disposent d'unités de base accomplissant des tâches de soutien à la mise en œuvre et qu'il est parfois impossible de les comptabiliser séparément. Il a été expliqué que ces déplacements relevaient de 50 missions menées en 2012, dont la plupart (37) ont été aux fins de soutien aux politiques et de supervision des programmes, tandis que le reste concernait la participation aux réunions au titre du Protocole de Montréal, telles que les réunions de coordination et les réunions du Comité exécutif, les Réunions des Parties et les réunions de réseau. Cela semble indiquer que la plupart des coûts de déplacement étaient liés à des activités relatives à l'exécution des projets, plutôt qu'à la participation aux réunions au titre du Protocole de Montréal, qui serait des activités administratives. La politique du PNUD relative à la participation aux réunions liées au Protocole de Montréal autorise des déplacements selon l'ordre du jour desdites réunions, le but étant de restreindre les coûts en limitant les voyages internationaux à ces réunions aux seuls administrateurs représentant le PNUD.

10. La location des espaces de bureaux est budgétisée avec une augmentation de 0,8 % par rapport au budget et une hausse de 5 % comparé aux coûts estimatifs pour 2013. Trois postes indiquent les mêmes montants que le budget et les coûts estimatifs de 2013 (« Matériel », « Services contractuels » et « Remboursement des services centraux »).

11. À la fin de 2012, le PNUD mettait en œuvre 154 projets, comparativement à 179 projets en 2011. Sur une base de projets, les coûts estimatifs de base du PNUD pour 2013 étaient de 20 248 \$US par projet selon le nombre de projets en cours à la fin de 2012.

#### Total des coûts d'administration

12. Le niveau de financement aux fins de remboursement pour les bureaux de pays et les activités nationales a augmenté de 28 %, passant du niveau du budget de 2012 à un niveau estimatif similaire pour 2013 et 2014 (1 925 000 \$US). Le PNUD a indiqué que ses bureaux reçoivent intégralement le financement des coûts administratifs.

13. Le Secrétariat a également demandé des informations sur le niveau des coûts d'agence versés par le Fonds multilatéral au PNUD qui ont été transférés aux projets de mise en œuvre selon la modalité appliquée en Chine. Le PNUD a répondu que dans le passé, il avait versé environ 2,25 % jusqu'en 2009, mais que ces paiements étaient basés sur les projets livrés.

14. Le PNUD a des coûts d'agence d'exécution pour 2013 (3 000 \$US) et 2014 (5 000 \$US). Ces coûts sont prévus au budget pour les quelques projets qui restent dont l'exécution est confiée Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

15. Le budget proposé pour 2014 pour les intermédiaires financiers est le même que les coûts estimatifs pour 2013 (75 000 \$US). Il a été conservé pour des intermédiaires futurs éventuels.

16. Les coûts de supervision représentant les coûts de fonctionnement engagés dans les postes régionaux pour 2014 sont évalués au même niveau que le budget de 2013 (75 000 \$US). Le Programme de Montréal du PNUD dispose de bureaux dans trois postes régionaux qui reçoivent des coûts de fonctionnement. Les services centraux reçoivent des remboursements pour des services généraux. Les coûts de fonctionnement aux postes régionaux ne sont pas couverts par les services centraux et doivent être partagés entre les bureaux qui ont du personnel à ces emplacements.

17. Le total des coûts d'administration s'élevait à 5 millions \$US en 2009, à 3,9 millions \$US en 2010, à 5,2 millions en 2011, à 4,9 millions \$US en 2012 et à 5,4 millions \$US en 2013. Les éléments ne faisant pas partie des coûts de base sont payés en tant que pourcentage des projets livrés. Le PNUD prévoit que les coûts d'administration de 2014 s'élèveront à 5,5 millions \$US.

18. Le Secrétariat a demandé au PNUD d'expliquer pourquoi les coûts d'administration généraux ont augmenté depuis 2007, alors que le niveau des approbations n'a pas changé. Le PNUD a indiqué que l'un des éléments de coût les plus importants du budget administratif a été le remboursement des bureaux de pays et des activités nationales, qui sont fondés sur le décaissement des fonds des projets.

19. Les ressources disponibles prévues par le PNUD pour ses coûts d'administration comprennent à la fois les coûts de base et les frais d'agence débloqués en vue d'un décaissement sur les coûts de projets, plus tout solde de revenus provenant de frais administratifs inutilisés précédemment. Ces données sont indiquées au Tableau 2 pour les années 2002 à 2013. Le tableau présume que les fonds approuvés sont décaissés, et qu'il pourrait donc s'écouler un certain temps avant que le PNUD n'ait accès à tous les fonds approuvés.

Tableau 2

**ÉVALUATION DE LA DISPONIBILITÉ DES REVENUS  
POUR LES COÛTS D'ADMINISTRATION FUTURS DU PNUD (\$US)**

PNUD	2002*	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Coûts d'appui nets plus coûts de base	6 239 121	4 458 093	3 470 821	4 080 191	2 962 502	2 751 613	3 707 126	3 001 726	3 483 484	6 554 637	4 506 969	4 567 722**
Total des coûts administratifs	3 668 458	2 511 570	3 666 437	3 563 004	2 908 219	3 189 494	3 313 122	4 967 941	3 847 775	5 157 233	4 909 004	5 384 878
Solde par année	2 570 663	1 946 523	-195 616	517 187	54 283	-437 881	394 004	-1 966 215	-364 291	1 397 404	-402 035	-817 156
Solde courant	2 570 663	4 517 186	4 321 570	4 838 758	4 893 041	4 455 160	4 849 164	2 882 949	2 518 658	3 916 062	3 514 027	2 696 871

\* Excluant tous les soldes des années antérieures.

\*\* Incluant les coûts d'appui approuvés en 2013, les coûts d'appui et les coûts de base présentés à la 71<sup>e</sup> réunion (en date du 31 octobre 2013).

20. Le tableau montre que le PNUD pourrait avoir un solde cumul d'environ 2,7 millions \$US en revenus de frais administratifs à la fin de 2013 s'il reçoit tous les frais d'agence pour les projets proposés à la 71<sup>st</sup> réunion; cela ne serait toutefois pas suffisant pour couvrir le total des coûts d'administration prévus du PNUD pour 2014, qui est de 5,5 millions \$US. Il faut noter que le PNUD n'a accès à ces frais d'agence que lorsqu'ils sont accompagnés de dépenses de projets, le solde serait donc supérieur aux demandes.

## ONU DI

21. Le tableau 3 présente le budget de base et les coûts d'administration fournis par l'ONU DI. Les chiffres cités dans la colonne « Réel » proviennent d'un modèle préparé par l'ONU DI pour évaluer les coûts d'appui du programme du Protocole de Montréal.

Tableau 3

### DONNÉES SUR LE BUDGET DE BASE ET LES AUTRES COÛTS D'ADMINISTRATION POUR LES ANNÉES 2009-2014 POUR L'ONU DI (\$US)

Postes de coûts	2009		2010		2011		2012		2013		2014
	Budget (\$US)	Réel (\$US)	Budget (\$US)	Estimatifs (\$US)	Proposés (\$US)						
Personnel de base et employés contractuels	1 651 800	1 490 500	1 434 800	1 319 500	1 372 400	1 390 300	1 584 300	1 550 900	1 440 600	1 714 100	1 550 000
Déplacements	192 400	170 200	134 600	120 600	118 800	139 700	134 900	175 100	188 000	261 700	190 000
Bureaux (location et frais généraux)	100 900	84 700	82 100	81 000	79 000	90 600	91 100	89 300	85 100	103 400	78 000
Équipements, fournitures et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	64 100	66 800	54 900	39 100	44 000	54 100	47 700	30 900	39 300	61 800	53 800
Services contractuels (entreprises)	10 000	33 700	37 900	1 800	29 500	200	43 200	700	39 500	14 600	30 500
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	564 100	533 300	412 800	438 200	413 900	510 400	421 600	414 200	394 300	488 000	422 100
Rajustement*	-725 664	-521 564	-243 735	-86 835	-86 834	-214 534	-338 239	-276 539	-188 347	-645 147	-311 958
<b>Total des coûts de base</b>	<b>1 857 636</b>	<b>1 857 636</b>	<b>1 913 365</b>	<b>1 913 365</b>	<b>1 970 766</b>	<b>1 970 766</b>	<b>1 984 561</b>	<b>1 984 561</b>	<b>1 998 453</b>	<b>1 998 453</b>	<b>2 012 442</b>
Remboursement des bureaux de pays et des activités nationales	2 181 000	2 769 800	1 902 400	2 430 400	3 085 600	2 857 600	3 019 300	1 818 300	3 222 600	1 600 100	1 891 600
Coûts d'appui (internes) de l'agence exécutante	2 946 900	2 302 500	3 124 200	2 255 500	2 799 400	2 226 400	3 118 800	2 900 900	2 881 500	2 924 400	3 559 700
Rajustement*	725 664	521 564	243 735	86 835	86 834	214 534	338 239	276 539	188 347	645 147	311 958
<b>Total des coûts d'appui</b>	<b>7 711 200</b>	<b>7 451 500</b>	<b>7 183 700</b>	<b>6 686 100</b>	<b>7 942 600</b>	<b>7 269 300</b>	<b>8 460 900</b>	<b>6 980 300</b>	<b>8 290 900</b>	<b>7 168 100</b>	<b>7 775 700</b>

Postes de coûts	2009		2010		2011		2012		2013		2014
	Budget (\$US)	Réel (\$US)	Budget (\$US)	Réel (\$US)	Budget (\$US)	Réel (\$US)	Budget (\$US)	Réel (\$US)	Budget (\$US)	Estimatifs (\$US)	Proposés (\$US)
<b>administratifs</b>											
Moins les coûts liés aux projets	Non fourni	-1 711 810	Non fourni	-1 688 408	-2 081 159	-1 779 869	-2 376 725	-1 798 710	-1 798 425	-1 991 545	-2 114 087
<b>Total net des coûts d'appui administratifs</b>	Non fourni	<b>5 739 690</b>	Non fourni	<b>4 997 692</b>	<b>5 861 441</b>	<b>5 489 431</b>	<b>6 084 175</b>	<b>5 181 590</b>	<b>6 492 475</b>	<b>5 176 555</b>	<b>5 661 613</b>

\* Les coûts de base dépassent le total partiel autorisé de 1 857 636 \$US en 2009; de 1 913 365 \$US en 2010; de 1 970 766 en 2011; de 1 984 561 \$US en 2012; et de 1 998 453 \$US en 2013. Un poste de rajustement et un rajustement négatif ont donc été introduits afin d'atteindre le plafond imposé. Un rajustement positif correspondant est aussi fourni afin d'assurer que le total des coûts engagés pour les coûts d'administration reflète aussi le montant dépassé par l'agence.

### Coûts de base

22. L'ONUDI demande pour 2014 un budget de 2 012 442 \$US, malgré une prévision de dépassement de budget de 311 958 \$US (indiqué à la rubrique « Rajustement » - Tableau 3 ci-dessus). L'ONUDI a dépassé son budget de 521 564 \$US en 2009; de 86 835 \$US en 2010; de 214 534 \$US en 2011; et de 276 539 \$US en 2012. Selon ses estimations, l'organisation dépassera son budget de 645 147 \$US en 2013. Dans le cas du PNUD, tout dépassement des fonds approuvés pour les coûts de base devront être couverts par les coûts d'agence, alors que la Banque mondiale ne permet pas de couvrir les activités de base avec les coûts de soutien d'agence.

23. L'ONUDI n'a pas accepté les conclusions de l'analyse suggérant le financement des coûts d'appui d'agence par la transition des tâches de mise en œuvre aux activités administratives. L'ONUDI a indiqué que tous dépassements des coûts de base et des coûts d'agence seraient subventionnés par le budget ordinaire de l'Organisation, puisqu'elle dispose d'un budget pour ses bureaux et que sa constitution prévoit le soutien de son programme de coopération technique. Dans ces circonstances, la subvention apparente par des coûts d'agence destinés à l'exécution des programmes pour des coûts de base de nature strictement administrative était le double du montant prévu au budget pour 2013 (188 347 \$US), soit un montant estimatif de 645 147 \$US en 2013.

24. De fait, tous les postes du budget de base de l'ONUDI ont été dépassés, à l'exception des coûts d'activités contractuelles où plus de 50 % des fonds étaient utilisés pour d'autres postes budgétaires. Si les postes du budget de base étaient traités comme des articles au lieu d'une somme forfaitaire, le niveau maximal des rajustements y représenterait 20 %.

25. Le poste de personnel, touchant 9 employés, représente 67 % du budget de base proposé par l'ONUDI. Les services centraux constituent le deuxième plus important poste budgétaire avec 18 % du budget, suivi de 8 % pour les déplacements et 3 % pour la location des espaces de bureaux. Le montant de 2 012 442 \$US demandé par l'agence pour 2014 représente une hausse de 0,7 % du budget approuvé en 2013, en conformité avec la décision 67/15 pour la période triennale en cours.

26. Le budget proposé pour le personnel a augmenté de 8 % par rapport au budget de 2013 et diminué de 10 % par rapport aux coûts estimatifs de 2013. L'ONUDI a indiqué que son personnel de base comptait le même nombre de membres depuis plusieurs années et que les fluctuations des coûts sont dues au système d'établissement de budget fondé sur l'euro.

27. Le budget proposé pour les déplacements a augmenté de 1 % par rapport au budget de 2013, mais a baissé de 27 % par rapport aux coûts estimatifs de 2013. L'ONUDI a des dépenses (261 700 \$US) qui dépassaient les coûts réels prévus au budget de 2012 (175 100 \$US) de 49 % et le budget des déplacements de 2013 (188 000 \$US) de 39 %. L'ONUDI a expliqué que l'augmentation des coûts de cet

élément était due à la hausse du prix des billets et du nombre de missions jugées nécessaire pour l'exécution du programme. Il convient de noter que les fonds de voyage sont destinés aux activités liées à la mise en œuvre de projets et non pas aux activités administratives telles que la participation aux réunions liées au Protocole de Montréal.

28. L'ONUDI a expliqué que la hausse du budget de 2012 à 2013 s'expliquait par la participation de plus d'un membre de son personnel aux réunions de réseau et que l'agence envisageait de participer à des conférences sur les nouvelles solutions de remplacement.

29. La location des espaces de bureaux a diminué de 8 % par rapport au budget de 2013 et de 25 % par rapport aux coûts estimatifs de 2013. Le remboursement des services centraux a augmenté de 7 % par rapport au budget de 2013 et baissé de 14 % par rapport aux coûts estimatifs de 2013. Bien que le coût des locaux et du matériel aient été beaucoup plus élevés qu'en 2012, l'ONUDI a expliqué que l'augmentation était due au fait que les coûts étaient répartis en fonction du nombre d'employés et que l'effectif du siège a baissé.

#### Total des coûts d'administration

30. L'ONUDI a indiqué que certains coûts associés à des coûts en dehors du budget de base sont des coûts liés aux projets. Elle fournit donc un rajustement pour déduire de tels coûts et parvenir à des chiffres comparables aux coûts d'administration des autres agences. Si l'ONUDI appliquait la comptabilité analytique, elle ne devrait pas avoir à faire d'ajustement, puisque les postes budgétaires peuvent indiquer les coûts réels. L'ONUDI a annoncé qu'elle est dans la phase initiale d'application de certains éléments de la comptabilité analytique. Toutefois, elle a précisé que le système, dont l'introduction devrait s'achever en 2014, ne sera pas complet, en ajoutant qu'elle ne peut déterminer à quelle date le système sera appliqué intégralement.

31. Le remboursement des bureaux de pays a été prévu au budget à 3 222 600 \$US pour 2013, dont la moitié (1 600 100 \$US) a déjà été décaissée<sup>2</sup>. L'ONUDI définit ce poste comme incluant les coûts de la modalité de mise en œuvre utilisée en Chine ainsi qu'une partie des coûts d'acquisition du personnel. Le taux des frais d'agence transférés pour la modalité de mise en œuvre en Chine n'a pas été indiqué.

32. Les coûts des agences d'exécution ont dépassé légèrement le montant prévu au budget pour 2013 et devront sans doute passer de 2 881 500 \$US en 2013 à un montant proposé de 3 559 700 \$US, soit une hausse de plus de 23 %.

33. Le total net des coûts d'administration est de 5,7 millions \$US en 2009, de 5 millions \$US en 2010, de 5,5 millions \$US en 2011, de 5,2 millions \$US en 2012, d'un montant estimatif de 5,2 millions \$US en 2013 et d'un montant proposé de 5,7 millions \$US pour 2014.

---

<sup>2</sup> Le montant total des dépenses de coopération technique liées au Protocole de Montréal est divisé par un pourcentage représentant les coûts spécifiquement liés au Protocole par rapport aux dépenses totales de coopération technique. Ce pourcentage est ensuite appliqué aux coûts totaux de représentation sur le terrain pour déterminer les coûts de représentation hors siège liés au Protocole de Montréal.

Tableau 4

**ÉVALUATION DE LA DISPONIBILITÉ DES REVENUS  
POUR LES COÛTS D'ADMINISTRATION FUTURS DE L'ONUDI (\$US)**

ONUDI	2002*	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Coûts d'appui nets plus coûts de base	5 552 199	3 820 903	3 980 726	5 701 127	3 324 433	3 630 268	4 397 644	3 211 434	5 553 437	7 773 768	4 507 749	4 477 334**
Total des coûts d'administration, exclut les coûts liés aux projets	3 684 996	4 258 971	3 459 257	4 128 045	3 610 750	5 065 086	4 957 161	5 739 690	4 997 692	5 489 431	5 181 590	5 176 555
Solde par année	1 867 203	-438 068	521 469	1 573 082	-286 317	-1 434 818	-559 517	-2 528 256	555 745	2 284 337	-673 841	-699 221
Solde courant	1 867 203	1 429 135	1 950 604	3 523 686	3 237 369	1 802 551	1 243 034	-1 285 222	-729 477	1 554 860	881 019	181 798

\* Excluant tous soldes des années antérieures.

\*\* Inclut les coûts d'appui approuvés en 2013, les coûts d'appui et les coûts de base présentés à la 71<sup>st</sup> réunion (en date du 31 octobre 2013).

34. Le tableau indique que l'ONUDI pourrait avoir un solde cumulé de 181 798 \$US en revenus de frais administratifs à la fin de 2013 si elle reçoit tous les frais d'agence pour les projets proposés à la 71<sup>e</sup> réunion. En dépit des revenus supplémentaires de frais d'agence et des coûts de base qui seront fournis en 2014, le solde cumulé de 2013 ne suffirait pas à lui seul à couvrir le montant total prévu des coûts d'administration de l'ONUDI pour 2014.

### Banque mondiale

35. Le tableau 5 présente le budget de base et d'autres renseignements sur les coûts d'administration fournis par la Banque mondiale.

Tableau 5

**DONNÉES SUR LE BUDGET DE BASE ET LES AUTRES COÛTS D'ADMINISTRATION  
POUR LES ANNÉES 2009-2014 POUR LA BANQUE MONDIALE (\$US)**

Postes de coûts	2009		2010		2011		2012		2013		2014
	Budget (\$US)	Réel (\$US)	Budget (\$US)	Estimatifs (\$US)	Proposés						
Personnel de base et employés contractuels	1 210 267	888 671	1 060 237	787 450	1 100 000	867 586	1 077 014	1 184 796	1 155 000	1 100 000	1 180 040
Déplacements	170 000	328 475	297 000	283 892	348 000	183 893	277 558	205 425	240 000	160 000	244 800
Bureaux (location et coûts généraux)	63 000	25 520	36 223	22 516	35 000	47 232	39 776	55 607	58 000	58 000	59 160
Équipements, fournitures et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	87 000	35 911	74 375	77 797	45 000	52 953	83 733	92 303	62 000	52 000	62 000
Services contractuels (entreprises)	10 000	12 487	112 500	13 452	35 000	47 491	96 163	25 769	50 000	50 000	51 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	123 080	167 420	121 132	125 654	150 000	123 160	150 400	156 762	160 000	160 000	128 000
Rajustement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Postes de coûts	2009		2010		2011		2012		2013		2014
	Budget (\$US)	Réel (\$US)	Budget (\$US)	Estimatifs (\$US)	Proposés						
<b>Total des coûts de base</b>	<b>1 663 347</b>	<b>1 458 484</b>	<b>1 701 466</b>	<b>1 310 760</b>	<b>1 713 000</b>	<b>1 322 315</b>	<b>1 724 644</b>	<b>1 720 663</b>	<b>1 725 000</b>	<b>1 580 000</b>	<b>1 725 000</b>
Remboursement de fonds		204 863		390 706		390 685		3 981		145 000	
Remboursement des bureaux de pays et des activités nationales	2 300 000	1 420 599	2 300 000	1 959 418	2 000 000	1 725 528	1 866 510	1 829 418	1 765 050	1 765 050	1 765 050
Coûts d'appui (internes) de l'agence d'exécution	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Intermédiaires financiers	2 100 000	810 697	2 100 000	512 371	1 000 000	160 777	435 000	121 740	75 000	75 000	75 000
Recouvrement des coûts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rajustement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coûts de supervision engagés par MPU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des coûts d'appui administratifs</b>	<b>6 063 347</b>	<b>3 689 780</b>	<b>6 101 466</b>	<b>3 782 549</b>	<b>4 713 000</b>	<b>3 208 620</b>	<b>4 026 154</b>	<b>3 671 821</b>	<b>3 565 050</b>	<b>3 420 050</b>	<b>3 565 050</b>

### Coûts de base

36. La Banque mondiale demande pour 2014 un budget de 1 725 000 \$US. À la différence du PNUD et de l'ONUDI, la Banque ne prévoit pas un dépassement de budget pour ses coûts de base, car ce budget n'est pas subventionné par les revenus provenant des frais d'agence, ni par le fonds général de la Banque.

37. Le poste du personnel représente 68 % du budget de base proposé par la Banque. Les déplacements constituent le deuxième plus important poste budgétaire (14 %), suivi des services centraux (7 %), des équipements (4 %), ainsi que de la location d'espaces de bureaux et des services contractuels (3 % chacun). Le montant de 1 725 000 \$ demandé pour 2014 représente une augmentation nulle par rapport au budget approuvé en 2013.

38. Le budget proposé pour le personnel a augmenté de 2 % par rapport au budget de 2013 et de 7 % par rapport aux coûts estimatifs pour 2013. La Banque a indiqué qu'elle a aligné ses prévisions pour 2014 sur ses coûts réels de 2012, qui sont plus représentatifs du degré de travail que la Banque envisage à la lumière de la prochaine phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH). Le personnel de la Banque affecté aux activités du Protocole de Montréal comprend huit administrateurs (dont un expert budgétaire et un consultant au mandat prolongé) et deux employés de soutien. Bien que le budget ait été établi pour le même effectif que dans le passé, la Banque a toujours recouru au soutien d'employés d'autres départements que le personnel affecté au Protocole de Montréal et ce personnel appuie également d'autres activités. Dans le cas des activités liées au Protocole de Montréal, la Banque emploie quatre fonctionnaires à 15 à 100 % du temps, et quatre fonctionnaires à plein temps. En 2014, la Banque prévoit du temps supplémentaire pour les experts du Groupe-clé des activités sur l'ozone (Ozone Operations Resource Group - OORG) de la Banque et pour le personnel affecté au Protocole de Montréal.

39. Les coûts estimatifs de la Banque pour les déplacements en 2013 ont été inférieurs de près de 33 % au montant prévu au budget (240 000 \$US). La Banque a expliqué que la hausse prévue pour 2013 au budget a été surévaluée en raison des déplacements effectués durant le dernier trimestre de 2013. Elle a aussi indiqué que la Banque a pour politique d'économiser les frais de déplacement en combinant les

missions ou en appliquant d'autres mesures d'économie telles que des missions plus petites et un choix plus strict de réunions auxquelles elle participe. Elle a souligné aussi qu'en 2013, elle s'est fait représenter dans un nombre plus faible de réunions régionales de réseau.

40. La Banque propose un budget de déplacements de 244 800 \$US pour 2014, soit 2 % de plus que le budget de 2013 (240 000 \$US) et 53 % de plus que les coûts estimatifs de 2013 (160 000 \$US). Elle a indiqué qu'elle envisage de participer à plusieurs réunions régionales de réseau et qu'elle prévoit des voyages de contractuels pour les experts de l'OORG.

41. Le budget pour la location des espaces de bureaux a augmenté de 2 % par rapport aux prévisions et aux coûts estimatifs pour 2013. Le remboursement des services centraux a baissé de 20 % par rapport au budget et aux coûts estimatifs de 2013. Les coûts des équipements sont restés les mêmes par rapport au budget de 2013, mais ils ont augmenté de 19 % par rapport aux coûts estimatifs de 2013. La Banque a expliqué que tous ses départements appliquent un taux standard pour les ordinateurs et autres matériels de bureaux, l'entretien et les réparations. Ce poste de budget inclut également des coûts récurrents pour les fournitures, les communications et les services mondiaux à distance.

42. Une fois qu'elle connaîtra les vrais chiffres de 2013, la Banque remboursera environ 145 000 \$US des coûts de base de 2013. Le Comité exécutif est invité à noter que le coût des activités de base de la Banque est, une fois de plus, inférieur aux montants prévus au budget et que la Banque retournera les soldes non utilisés.

#### Total des coûts d'administration

43. Le remboursement des bureaux de pays proposé pour 2014 devrait rester égal au montant de 2013 (1 765 050 \$US). Pour la Banque, ce poste de budget représente les frais de projet reçus pour les projets approuvés qui sont versés aux équipes de projet pour la supervision et la gestion des projets. Les équipes de projet sont imputées à ce qu'on appelle « les Régions », c'est-à-dire le volet opérationnel de la Banque.

44. La Banque a expliqué qu'aucun frais d'agence n'a été fourni aux pays pour les activités nationales, sauf dans le cas où des intermédiaires financiers ont été utilisés, comme en Thaïlande (75 000 \$US).

45. Le Secrétariat a demandé à la Banque d'indiquer le pourcentage des frais d'agence que la Banque a reçus aux fins de mise en œuvre et qui a été transféré pour la modalité de mise en œuvre utilisée en Chine. La Banque a indiqué qu'aucun frais d'agence n'a été versé pour la modalité de mise en œuvre.

46. Le total des coûts d'administration est de 3,7 millions \$US en 2009, de 3,8 millions \$US en 2010, de 3,2 millions \$US en 2011, de 3,7 millions \$US en 2012 et d'un montant estimatif de 3,4 millions \$US en 2013. Les coûts administratifs pour 2014 ont été évalués à 3,6 millions \$US, soit une augmentation nulle par rapport au budget de 2013, mais une hausse de 4 % par rapport aux coûts estimatifs de 2013.

47. Les ressources disponibles prévues pour les coûts d'administration de la Banque mondiale comprennent à la fois les coûts de base et les frais d'agence, plus tous les soldes de revenus provenant des coûts d'administration encore inutilisés. Le tableau 6 présente ces informations pour les années 2003 à 2013.

Tableau 6

**ÉVALUATION DE LA DISPONIBILITÉ DES REVENUS  
POUR LES COÛTS D'ADMINISTRATION FUTURS DE LA BANQUE MONDIALE (\$US)**

Banque mondiale	2003*	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Coûts d'appui nets plus coûts de base	7 284 915	7 455 510	7 315 360	6 456 098	6 479 388	4 616 907	3 560 106	1 868 548	5 099 184	2 765 746	4 547 077 **
Total des coûts d'administration	6 118 162	5 914 544	6 658 371	7 106 215	6 030 398	5 454 473	3 689 780	3 782 549	3 208 620	3 671 821	3 420 050
Solde par année	1 166 753	1 540 966	656 989	-650 117	448 990	-837 566	-129 674	-1 914 001	1 890 564	-906 075	1 127 027
Solde courant	1 166 753	2 707 719	3 364 709	2 714 592	3 163 582	2 326 016	2 196 342	282 341	2 172 905	1 266 830	2 393 857

\* Excluant tout solde des années précédentes.

\*\* Incluant les coûts d'appui approuvés en 2013, les coûts d'appui et les coûts de base présentés à la 71<sup>e</sup> réunion (en date du 31 octobre 2013).

48. Le tableau montre que la Banque mondiale pourrait avoir accumulé un solde de 2,4 millions \$US, compte tenu des montants approuvés jusqu'ici pour 2013 et les projets soumis à la 71<sup>e</sup> réunion. Malgré l'ajout de revenus supplémentaires des frais d'agence et de coûts de base qui seront versés en 2014, le solde cumulé en 2013 ne suffirait pas à lui seul à couvrir le total des coûts d'administration prévus pour 2014.

### Observations

49. Le PNUD et l'ONUDI ont indiqué que leurs coûts de base dépasseraient les budgets demandés, ce qui exigerait d'utiliser des revenus générés par les frais d'agence ou provenant du fonds général de l'agence dans le cas de l'ONUDI, pour couvrir le solde des coûts de base. Le budget de base proposé par le PNUD pour 2014 est subventionné par des revenus des frais d'agence évalués à 1 105 788 \$US, mais le PNUD a indiqué que des coûts liés aux projets étaient inclus comme coûts de base. Il est difficile de déterminer si cette subvention apparente a un impact sur le transfert des ressources de mise en œuvre aux activités d'administration si les coûts liés aux projets étaient inclus avec les coûts d'administration. Le Comité exécutif est invité à envisager de demander que des études futures sur les coûts d'administration proposent des moyens d'isoler les coûts liés à la mise en œuvre des projets des coûts d'administration, pour permettre une évaluation efficace des besoins en coûts de base.

50. Le budget de base de l'ONUDI semble avoir été subventionné à hauteur de 645 147 \$US en 2013, avec un montant proposé de 311 958 \$US pour 2014. L'ONUDI maintient que l'évaluation ne peut être fondée sur ses pratiques budgétaires, parce qu'elle considère les coûts de base comme un coût forfaitaire de projet représentant un poste budgétaire, et non pas comme un budget avec des postes détaillés dans ses soumissions de base. L'agence note en outre que tout coût dépassant les coûts couverts par le Fonds serait appuyé par l'Organisation. Le Secrétariat propose que les agences d'exécution identifient les revenus supplémentaires pour permettre au Fonds d'évaluer l'emploi des fonds qu'il octroie pour couvrir les coûts d'administration. Il y a eu plusieurs cas où les agences dépassaient les postes budgétaires de leurs coûts de base, notamment des cas où ces dépassements étaient supérieurs à 20 %. Le Comité exécutif est invité à envisager de demander que des études futures sur les coûts d'administration examinent l'avantage de demander aux agences d'utiliser les fonds de base comme budgets et de se conformer aux normes établies pour les agences quant aux dépassements des budgets alloués.

51. Le PNUD et l'ONUDI ont demandé une hausse de 0,7 % pour leurs budgets de base pour 2014 par rapport aux montants approuvés pour 2013. La Banque mondiale a demandé le même niveau de budget en 2014 par rapport à 2013. Le budget de base de la Banque mondiale n'est pas subventionné et la Banque a retourné des fonds depuis 2008 et elle prévoit un remboursement de 145 000 \$US de son budget de 2013.

## RECOMMANDATIONS

52. Le Comité exécutif est invité à envisager :

- a) De prendre note :
  - i) Du rapport sur les coûts de base de 2014 pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale, présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/24;
  - ii) Avec satisfaction, du fait que les activités de base de la Banque mondiale se situent une fois de plus en-dessous du budget et que la Banque retournera les soldes non utilisés;
- b) De déterminer s'il approuve les budgets de base demandés par le PNUD (2 012 442 \$US), l'ONUDI (2 012 442 \$US) et la Banque mondiale (1 725 000 \$US);
- c) De demander que des études futures sur les coûts d'administration :
  - i) Proposent des moyens d'isoler les coûts liés à la mise en œuvre de projets des coûts d'administration, pour permettre une évaluation efficace des coûts de base requis;
  - ii) Examinent l'avantage de demander au PNUD, à l'ONUDI et à la Banque mondiale d'utiliser les fonds de base comme budgets et de respecter les normes établies pour les agences concernant le dépassement des montants budgétaires alloués.

----